

Éric Besson tacle Xavier Niel

Souvenez-vous (ou regardez [ici](#)). Lors de sa présentation des offres mobiles de Free, **Xavier Niel** ne s'était pas contenté [d'allumer les trois opérateurs monopolistiques](#), il avait quelque peu « oublié » remercier le gouvernement tout en saluant l'action du premier ministre **François Fillon** qui, aux côtés de Jean-Claude Mallet (précédent président de l'Arcep), Stéphane Richard (France Télécom), Antoine Gosset-Grainville et François Peyrolle (Caisse des Dépôts), « ont déclenché le processus contre les oppositions très fortes des trois opérateurs qui étaient en place », déclarait le patron de Free.

Une façon de rappeler [l'attitude ambiguë de Nicolas Sarkozy](#) soupçonné de soutenir Martin Bouygues face à l'attribution de la quatrième licence mobile.

Un « oubli » qui n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. À l'occasion de [son discours](#) aux vœux de l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes), **Éric Besson** a renvoyé la monnaie de sa pièce au patron de Free.

« Il l'a fait contre le gouvernement »

Après avoir salué l'arrivée de Free Mobile et rappelé que « c'est le résultat de la décision du gouvernement du 12 janvier 2009 de réserver une bande de fréquences à un nouvel entrant », le ministre de l'Économie numérique a levé les yeux de ses notes pour lancer sa charge verbale (comme on peut le voir sur la vidéo ci-dessous).

« Je le dis parce que son show [de Xavier Niel] à l'américaine était tellement bien fait qu'un instant j'ai douté et je me suis dit 'il l'a fait contre le gouvernement [qui] ne voulait pas de 4e licence et il a réussi à l'imposer [...]'. Puis je me suis repris et me suis rappelé que le premier ministre lui a donné la possibilité de réserver une bande de fréquences pour un nouvel entrant. » Sous-entendu, si le premier ministre n'est pas le gouvernement, qu'est-ce que c'est ?

C'est de bonne guerre et ça amuse la galerie. Au moins, si Éric Besson ne figure pas dans le prochain gouvernement qui suivra les élections présidentielles, on sait où il n'ira pas travailler.